



Claude GOUDRON

propose

La Révolution Industrielle 6.0

**C'est une question de survie
Entrepreneurs, réveillez-vous,
IMPOSEZ-LA !**

A3G Éditions

La révolution industrielle 6.0

Il est dans l'air du temps de parler de « révolutions » industrielles. Nous sommes passés de la nouvelle organisation digitale 4.0 à l'organisation sociétale avec la 5.0.

En France nous avons oublié une autre révolution industrielle, celle qui nous aurait permis de maintenir une industrie compétitive et d'éviter son effondrement tel que nous le connaissons depuis le début des années 2000, faute pour nos gouvernants de l'avoir ignoré, je la baptiserai :

La révolution industrielle 6.0

Tout d'abord un constat :

Pour qu'une industrie 4.0 & 5.0 existe, encore faudrait-il qu'il nous restât une industrie !

Ce n'est malheureusement plus le cas. Depuis le début des années 2000, la part de l'industrie dans le PIB a été divisée par deux et, malgré les « gesticulations » gouvernementales actuelles, elle continue irrémédiablement son déclin !

Nous pouvons constater, en nous comparant aux pays de l'OCDE, que le développement industriel est inversement proportionnel aux prélèvements obligatoires d'un pays !

Les raisons sont très clairement identifiées : ce sont, d'une part, des ponctions insoutenables sur nos entreprises industrielles et, d'autre part, un environnement normatif et législatif hypertrophié.

La France a privilégié la dépense sociale (780 Mds € sur un budget de 1124 soit 70 %) qui est devenue un puits sans fond. Le Français est convaincu qu'il n'y a aucune limite à cette dépense et en réclame toujours davantage, obligeant les politiques, aux petits soins de cet

électorat incontournable, à dépenser toujours plus jusqu'à en devenir le champion mondial (15 % des dépenses pour 1 % de la population mondiale).

Cette dépense se fait bien entendu sur le dos de nos entreprises qui ont vu fondre leurs marges, donc leur capacité à investir, donc leur compétitivité... Le cercle vicieux est enclenché !

On aurait pu penser que cette gabegie allait s'arrêter là, mais c'est sans compter sur l'irresponsabilité de nos dirigeants qui ont continué en finançant ce social par de la dette au grand mépris des générations à venir qui devront assumer notre lâcheté et notre incompetence.

Comme si ce n'était pas déjà trop handicapant, s'ajoute à cette entrave financière une autre, plus sournoise mais tout autant destructrice, qu'est l'environnement administratif dont on est en droit de se demander si son but premier ne serait pas de mettre une entreprise sur son « tableau de chasse » !

En économie on peut opposer deux principales idéologies :

L'étatisme, qui a généré le communisme et qui a montré ses limites avec l'écroulement de l'ex-URSS. L'exemple de la Chine est à part, c'est un pays qui se revendique toujours communiste mais avec une économie des plus libérales.

Le libéralisme, certes pas toujours irréprochable lorsqu'il a été dévoyé, mais qui est le système qui, dans tous les cas, a apporté le plus d'efficacité et, avec son libre échange, a réduit la pauvreté comme jamais dans l'histoire de l'humanité.

Être contre le libéralisme, c'est défendre un « égalitarisme » qui, en fin de compte, nous fera devenir tous pauvres.

La « révolution industrielle 6.0 » que je préconise doit réformer les différents domaines que je développerai dans les pages suivantes.

Les experts

Je m'attaque d'abord aux experts parce que c'est souvent à eux que l'on s'adresse lorsque qu'un État veut réformer. Ils se contredisent souvent entre eux, il faut alors choisir le bon et c'est le grand problème pour la France .

En cette période de pandémie COVID-19, nous avons eu l'occasion de juger la « cacophonie » dans nos médias entre « experts fonctionnarisés » et « experts auto-proclamés », chacun y allant de sa certitude. Nous avons eu droit à des affirmations, souvent contraires, et même à des retournements au cours des mois pour arriver au résultat catastrophique que chacun de nous a pu constater.

Plus aucune expertise n'est devenue crédible, du simple médecin au chef de l'État c'est devenu une « foire aux certitudes » où la vérité d'hier est devenue la contre-vérité d'aujourd'hui, avec pour résultat une certaine panique et une « décrédibilisation » de la sphère politique.

Cet envahissement « d'experts auto-proclamés » n'est pas l'apanage du secteur de la santé, il existe malheureusement aussi en économie.

Entre l'expertise d'un Thomas Piketty et celle de notre prix Nobel Jean Tirole ou de l'économiste bien connu Jean-Marc Daniel, il y a un gouffre !

Il est facile de comprendre que celui qui aura la préférence des Français, ignares en économie, ira au plus « gauchiste » et utopique, vous m'aurez compris le premier cité.

Nous, entrepreneurs confrontés à une concurrence nationale et européenne (mondiale pour certains d'entre nous), souhaitons un système qui nous permettra de nous battre à armes égales contre nos concurrents.

C'est pourquoi la seule véritable expertise crédible ne peut venir que du « terrain », celle confrontée à la réalité d'une concurrence sévère mais indispensable.

Un entrepreneur qui a créé, géré et développé son entreprise est plus crédible qu'un théoricien, tout intelligent soit-il, derrière son bureau et sans contact avec la réalité de la gestion journalière d'une entreprise.

Ayant été dans cette catégorie durant quarante ans, ayant subi les « affres » d'une administration qui n'obéit qu'à elle-même et une concurrence impitoyable, je peux me prétendre expert PME.



Un impératif : se battre à armes égales !

La France est partagée entre les utopiques et les pragmatiques, malheureusement ce sont les premiers qui ont pris le dessus.

Devant une idéologie, qu'elle soit économique, écologique ou religieuse, le dialogue n'existe plus, ou plus exactement il nous est interdit par des groupes sectaires qui nous disent : j'ai raison donc je te refuse le droit de me contredire et de défendre tes propres convictions, tu n'as donc plus droit à la parole.

Le débat est clos avant d'avoir commencé !

L'addiction du peuple français pour « l'égalitarisme », affirmée jusque dans sa devise « Liberté Égalité Fraternité », a abouti à une explosion des dépenses dites « sociales ».

Cette folie française, je le rappelle 15 % des dépenses sociales mondiales pour seulement 1 % de sa population, nous a poussés à trouver de plus en plus de sources de financement, il faut bien satisfaire au « toujours plus » qui ne peut suivre qu'une courbe exponentielle.

Seule créatrice de richesse, l'entreprise a donc tout naturellement été ponctionnée, ce qui peut paraître normal si la ponction reste raisonnable. Mais là où le « bât blesse », c'est que dans notre pays nous sommes arrivés à l'overdose : les prélèvements obligatoires atteignent 46 % du PIB, record mondial incontestable !

Cette situation est intenable dans un environnement concurrentiel qui, qu'on le veuille ou non, nous est imposé, sauf à se renfermer sur soi-même comme en Corée du Nord.

Cette situation montre maintenant ses limites et l'entreprise, industrielle principalement, a perdu sur deux tableaux :

- Elle est devenue non concurrentielle et a perdu, au fil des années, des parts énormes de son marché à l'exportation. En effet, la balance commerciale largement déficitaire depuis bientôt vingt ans voit ce dernier se détériorer d'une façon très inquiétante. Plus inquiétant, son marché intérieur lui aussi se dégrade, concurrencé par les produits chinois mais aussi de plus en plus, et là c'est plus incompréhensible, par des produits européens proches de chez nous.
- Devant cette situation, l'industrie française a essayé de réagir en rognant sur sa marge brute afin de rester dans le coup, mais cela a eu une répercussion catastrophique. En effet, sans marges suffisantes, l'entreprise n'a pas ou très peu de fonds propres donc de trésorerie, avec pour conséquence une incapacité à investir dans un système de production aussi moderne que ses concurrents étrangers, sauf à s'hyper-endetter ce qui la fragilise et la rend, on le voit actuellement, très vulnérable en cas de crise majeure.

Les seules solutions valables pour nos fleurons industriels restent soit de se faire racheter par des investisseurs étrangers, même si on présente de façon mensongère l'opération comme « association à parts égales », soit, pour celles qui ont réagi assez tôt et qui en avaient les

capacités financières, délocaliser pour se trouver sous des cieux économiquement plus cléments.

Voilà la situation actuelle de notre économie qui démontre que trop d'impôt tue l'impôt, et que si le gouvernement veut que les entreprises relocalisent, ce n'est pas avec des incantations stériles mais en baissant drastiquement les charges que supportent les entreprises sur notre sol et les ramener au niveau de notre voisin allemand, c'est-à-dire pratiquement les diviser par deux !

Les semblants de gestes comme le fait de réduire de 10 Mds € les impôts dits de production restent de la poudre aux yeux : en effet, nous passerons de 5 fois celles imposées à l'industrie allemande à 4,5 fois... Pas de quoi nous faire rêver ni inciter à relocaliser !

S'ils ont compris que dorénavant ce n'était plus possible d'augmenter encore les charges d'une entreprise, nos gouvernants n'en n'ont pas pour autant abandonné l'augmentation des dépenses sociales, ils choisissent maintenant l'emprunt qui, aux niveaux atteints, est un « crime à l'encontre de notre descendance » qui devra régler la note de nos incompétences et de notre lâcheté !

À lire en annexe un de mes derniers articles « Démonstration »



Nos ennemis de l'intérieur

Non contents d'être pénalisés au niveau international, nous avons en plus trois ennemis de l'intérieur qui viennent compléter l'environnement « anti-patrons » qui sévit dans notre pays :

-1 : Tout d'abord **les Français eux-mêmes**, en tout cas une forte majorité, qui vivent sur la nostalgie d'une « grandeur » passée et croient que c'est acquis pour l'éternité.

« Nous, Français, sommes les meilleurs (même si les résultats le contredisent), ce n'est donc pas à nous de nous réformer mais au reste du monde de nous rejoindre ».

Nous nous gaussons d'avoir le meilleur système de santé au monde, on peut en douter avec le traitement du COVID-19 (5 fois plus de morts par habitant qu'en Allemagne)... Mais un des plus chers, c'est certain !

Nous aurions également le meilleur système éducatif, mais le rapport PISA nous classe à la... 23^e place, et le monde entier nous envie notre « Sécurité Sociale », c'est vrai pour les réfugiés mais pas pour l'autochtone, et en plus il est bizarre qu'aucun autre pays ne le copie.

En résumé, le Français veut vivre sur ses « droits dits acquis » et se révolte quand on essaie d'y toucher, même si c'est pour son avenir.

-2 : Une **administration pléthorique** particulièrement inefficace (procédures hospitalières dignes de l'ex-URSS), voire nocive (destruction, en pleine pandémie, de 300 millions de masques à la date de péremption légèrement dépassée, préférant les brûler que de les fournir aux infirmières et médecins en première ligne).

La même irresponsabilité se retrouve dans l'environnement économique, une volonté évidente de se « faire une entreprise », un acharnement irréaliste contre celle qu'elle aura pris en grippe jusqu'à la détruire : Non, M. Macron, l'URSSAF n'est pas notre amie !

Des dossiers administratifs qui mettent deux à trois fois plus de temps à aboutir que chez nos voisins (exemple implantation d'éoliennes) : plus il y a de fonctionnaires, plus il y a d'échelons hiérarchiques, plus il faut de temps pour qu'un dossier monte et redescende, plus les contraintes augmentent.

Tout ça pour un coût pharaonique payé par nos impôts : durant toute sa vie, un fonctionnaire coûte à la société 3500 k€ (source gouvernementale), sachant que nous en avons 2 millions de trop (si on

se compare à l'Allemagne ou si on se réfère à l'effectif 1980), c'est donc la somme astronomique de 7000 Mds € que nous aurions pu économiser pour réduire nos charges !

Réduire notre effectif de fonctionnaires à ce niveau n'est pas mission impossible. En effet, le simple fait de les faire travailler autant qu'un fonctionnaire allemand qui, durant sa vie active, travaille 30 % de plus, permettrait de récupérer l'équivalent temps plein de 1,5 million de fonctionnaires !

Resterait 500 000 à trouver (programme Fillon) simplement en supprimant des fonctions redondantes, inutiles ou nocives.

Malheureusement on en est loin : en 2020, l'effectif aura augmenté de 5350 postes alors que le programme Macron en prévoyait une réduction de 120 000 !

-3 : **Les syndicats ouvriers**, nostalgiques des luttes de classe, qui politisent leurs actions même si c'est au détriment de ceux qu'ils sont censés défendre.

Un rapport de force est certes indispensable et là, encore une fois, ça se passe beaucoup mieux chez nos voisins allemands, alors pourquoi est-ce impossible chez nous ?

Il est quand même anormal que le pays le moins syndicalisé d'Europe, surtout dans la sphère privée, soit celui où il y a le plus de journées de grève.

On ne peut pas dire qu'en France, avec un code du travail de plus de 4000 pages, les salariés ne soient pas correctement protégés. Cela ne les empêche pas de déclencher des grèves, y compris dans des périodes de crise telles que nous les vivons actuellement et même de faire grève par « procuration » qui, de mon avis, devrait être interdite.

Après avoir honteusement « ponctionné » les organismes paritaires (rapport Péruchot tellement explosif qu'il a été interdit, par décret, de

diffusion sous peine d'amende, voire de prison), leur financement, faute d'adhérents, est maintenant imposé aux entreprises : nous devons donc financer ceux qui se déclarent nos ennemis.

Nous, Entrepreneurs voulons faire notre travail dans un environnement reposé, nous souhaiterions que nos seuls adversaires soient nos concurrents, malheureusement ce n'est pas souvent le cas !



Normes & décrets

Trop nombreux et afin de justifier leurs postes, nos fonctionnaires ont trouvé un « puits sans fond » de jobs : la création de normes et décrets.

À ce jour, plus de 400 000 normes et décrets, en plus du Code du travail, régulent le travail de nos entreprises et, en moins contraignant, celui des citoyens français : Mais arrêtez « d'emmerder » les Français avait déclaré Georges Pompidou il y a déjà 50 ans !

Bien entendu le célèbre adage « nul n'est censé ignorer la loi » est appliqué, même si certaines lois sont contradictoires, nous devons les appliquer !

Un haut fonctionnaire, dont je tairai le nom mais qui se reconnaîtra, lors d'une réunion qui avait pour objet « que peut faire l'État pour simplifier la vie des entreprises ? », et après avoir lu le dossier que je lui présentais, nous déclara : « Non ce n'est pas possible, nous n'avons pas pu faire ça ! »

De quoi s'agissait-il ? Début des années 2000, lors de la mise en place d'une nouvelle obligation qu'ils ont osé appeler le document « unique » de sécurité, je lui ai rappelé, textes et décrets à l'appui, que se rajoutait à ce document mal nommé « unique » l'obligation de tenir, seulement

pour ce qui concerne une entreprise industrielle, 76 autres registres de sécurité que nous étions censés présenter lors d'un contrôle de l'inspection du travail !

Un autre participant, qui lui représentait la restauration, lui a affirmé qu'il y en avait certainement autant dans son secteur !

Nous sommes donc dans une « jungle » réglementaire qui s'applique à toutes les entreprises qui emploient au moins un salarié. Si, pour un grand groupe avec une « armée » de spécialistes et d'avocats, c'est gérable, pour la PME et TPE cela devient totalement impossible. La décision d'une majorité d'entre elles, dont je faisais partie, en déduisait que quoi que l'on fasse nous serions sanctionnés, alors nous ne tiendrions aucun registre.

Aujourd'hui, viennent également se greffer normes et directives européennes qui, pour être appliquées, doivent être transcrites en droit français. Là encore notre administration fait du zèle, elle en profite pour y rajouter des contraintes que l'Europe n'exige pas. Tous ces normes et décrets s'empilent depuis des années. J'avais alors proposé que pour tout nouveau décret, deux anciens soient retirés, cela avait bien plu. Vingt ans après ce n'est toujours pas appliqué !



Les mensonges

Quand les arguments manquent, il ne reste plus que le mensonge pour essayer de convaincre une population crédule et surtout majoritairement incompétente sur le plan économique.

Ne voulant pas admettre l'évidence, notre gouvernement cherche à justifier ses « utopies » en déformant certaines vérités du type « oui mais » il y a plus de pauvres en Allemagne que chez nous.

Sauf que, selon les critères retenus, on obtient des résultats divergents : si on prend le salaire médian, il est très proche, mais si on prend le pouvoir d'achat moyen, il est 12 % plus élevé chez nos voisins car de nombreux produits sont de 20 à 30 % moins chers.

Les mensonges, on les trouve également dans la communication de nos gouvernants, celle concernant le traitement de la pandémie en est truffée !

Mais le domaine qui nous intéresse, l'économie, et en particulier l'industrie, est rempli de ces mensonges réels ou par omission :

Tout d'abord les « cadeaux fait aux entreprises » qui bien entendu sont dénoncés, en omettant bien sûr ceux reçus par le salarié, et donc impliqueraient des « compensations » pour ce dernier. Peut-on parler de cadeau en baissant de 10 Mds € les impôts de production après les avoir augmentés en nombre et en volume jusqu'à cinq fois supérieurs à ceux de nos voisins allemands ?

Peut-on parler de cadeau avec le CICE d'un montant de 30 Mds € après avoir augmenté un an auparavant les prélèvements de 60 Mds € ?

Affirmer que tous nos problèmes viendraient de la fraude fiscale, pas celle de 100 Mds € sur les abus sociaux, mais des entreprises dont on n'en connaît pas le chiffre mais qui subodorant « la malhonnêteté congénitale de l'entrepreneur » se chiffrerait à des sommes astronomiques... que personne n'a démontrées !

Faire croire que, puisque nous ponctionnons le plus et donc dépensons le plus, nous avons le « meilleur système de santé au monde » alors que c'est l'inverse, les résultats dans notre pays sont inversement proportionnels aux dépenses qui sont avant tout en effectifs administratifs (35 % à 50 % dans les hôpitaux) et qui a montré sa nocivité dans la crise actuelle. Avec des prélèvements nettement inférieurs, l'Allemagne fait nettement mieux et en plus dispose d'excédents budgétaires à nous faire rêver !

Mensonges encore lorsque le gouvernement nous annonce une baisse de 45 Mds € de prélèvements obligatoires depuis 2017 alors que les chiffres affichent 17,4 Mds € de hausse.

Mensonges par omission quand l'État nous annonce une dette de 2600 Mds €, omettant la dette « cachée » du hors bilan soit un total dépassant les 7000 Mds € (335 % du PIB).

Mensonge absolu lorsque le gouvernement accuse le libéralisme, voire l'ultralibéralisme de tous nos maux alors que nous l'avons abandonné depuis Pompidou : Ce n'est pas une crise du capitalisme mais bien du gauchisme économique promu de l'extrême droite à l'extrême gauche.



Conclusions

Une France affaiblie par une gestion calamiteuse dans les domaines de l'économie, la dette et la lutte contre l'islamiste qui devient maintenant une proie facile :

- Son industrie, fragilisée par une sur-taxation contreproductive et une overdose de règles, contraintes et normes effarantes, a affaibli notre économie et laisse la porte ouverte aux « prédateurs » étrangers qui, soit les rachètent à bas prix ce qui permet d'augmenter à moindre coût leur monopole, soit tout simplement les achètent pour les détruire.
N'oublions pas que la France était, jusque dans les années 70, la deuxième puissance mondiale, elle est aujourd'hui rétrogradée à la huitième place.
- Sa dette, devenue incontrôlable, nous laisse à la merci de nos financeurs qui, pour une grande partie, sont les pays du Golfe. Ne croyez pas qu'elle puisse un jour être annulée, la BCE ne va pas

se substituer à notre ministère des Finances encore longtemps et nous lâchera tôt ou tard si nous tardons à prendre les mesures draconiennes que, jusqu'à présent, nous refusons collectivement. C'est alors que nos créiteurs nous imposeront leurs exigences !

- Cela nous amène directement à l'islamisme sournois, déjà bien implanté dans notre pays, qui enclenchera sa 5^e colonne, dont plus personne ne nie l'existence, et nous ne pourrons que leur offrir notre pays les « bras ouverts » !

Il est tard mais, je l'espère, pas encore trop tard pour nous réveiller et redevenir ce que nos voisins allemands définissaient il y a quarante ans en parlant de notre pays : « heureux comme Dieu en France ». Aujourd'hui c'est un autre discours ils ne parlent de la France mais de l'« Absurdistan » !

Aujourd'hui, nous pourrions leur répondre « heureux comme un entrepreneur en Allemagne »

Alors réveillons-nous, il ne tient qu'à nous de retrouver la place qui était la nôtre et que nous n'aurions jamais dû quitter !



Mon combat

Je suis conscient de n'être qu'un petit maillon dans la défense de notre économie, ça ne m'empêche pas de continuer un combat que je sais difficile mais indispensable.

Ce n'est pas d'un président intelligent que la France a besoin mais d'un président courageux !

Le « virus » économique ne dispose pas de vaccin, seule la baisse drastique des dépenses de l'État nous sauvera, il n'y a pas d'autre solution.

J'aurais tellement aimé me tromper, malheureusement les faits sont là, le seul homme politique ayant vu le danger et qui a déclaré être à la tête d'un pays en faillite c'est François Fillon, « dézingué » par la diaspora juridique d'extrême gauche dont l'acharnement est un scandale que l'on constate régulièrement.

Ne demandons pas à un président de la République d'être un saint, mais une personne efficace et courageuse qui saura sauver notre pays comme le fut, en d'autres temps, un Churchill pour l'Angleterre.

Mon combat est concrétisé par la parution de 4 livres qui sont chronologiquement :

« Patron en Mal d'Existence » paru en 2014 et qui raconte le « parcours du combattant » qu'est, en France, la création, la gestion et le développement d'une PME face à une administration schizophrène, pléthorique et imbue de sa supériorité.

Ces quarante ans de vie professionnelle me permettent d'affirmer que je peux me présenter comme Expert PME qui sait de quoi il parle !

« Démocratie entre parenthèses » paru début 2016 et qui, avant la divulgation du programme de François Fillon à la présidentielle de 2017, non seulement précise les mesures indispensables à prendre pour redresser notre pays, mais en donne la méthode de mise en place pour y parvenir en deux ans maximum !

« Quarante ans de nullité économique ou Frédéric, reviens vite ! » paru en 2018 : après avoir « fait la connaissance » de Frédéric Bastiat député et économiste de la première moitié du XIX^e siècle, prenons conscience qu'il nous avait donné, il y a bientôt deux siècles, une leçon

de libéralisme, et avait anticipé les problèmes actuels de la France et les méfaits d'un système socialiste.

C'est à cette période que j'ai rejoint le « Cercle Frédéric Bastiat » (site www.bastiat.net) dont je suis devenu un administrateur.

« **Vingt ans de prêche dans le désert** », mon dernier livre paru en septembre 2020 : après un bref rappel de nos faiblesses, j'y regroupe les presque deux cents articles que j'ai publiés dans diverses revues, classés en chronologie inversée et classés par thèmes : **Économie – Industrie – Politique – Société – Justice – Écologie et Immigration**.

Vous trouverez en annexe les nouveaux articles parus après la sortie de mon dernier livre.

J'ai édité personnellement ces quatre livres que vous pourrez vous procurer sur mon site : www.a3geditions.fr



Ci-après mes deux derniers articles :

Démonstration

C'est simple à comprendre et je vais vous le démontrer.

Tout d'abord il faut rappeler une évidence qui, malheureusement, n'est pas partagée par une majorité de Français :

Dans notre monde la seule source de création de richesse c'est l'entreprise et l'entreprise industrielle ou agricole en particulier !

J'entends déjà les cris d'orfraie qui vont m'être adressés, alors je vous demande de bien lire mon argumentation et après seulement je vous accorde le droit de me contredire, mais avec des arguments crédibles et pas seulement avec des affirmations non étayées.

Je vais donc partir de l'entreprise, tout d'abord industrielle et agricole, qui sont celles qui réalisent un produit concret qu'elles mettront sur le marché.

Pour arriver à leurs fins, elles embaucheront des salariés, du producteur au directeur, afin d'en assurer la diffusion.

En contrepartie, elles verseront un salaire, direct qui se retrouvera sur le compte en banque, et indirect qui permettra le financement du « social » (principalement santé, retraite et assurance chômage).

C'est donc bien une richesse transférée de l'entreprise au salarié ; Une précision : l'entreprise peut être privée ou autogérée, voire nationalisée ou d'État, le processus sera le même, sauf qu'elle est plus performante lorsqu'elle est privée.

Et le fonctionnaire, me direz-vous ? Il crée surtout des contraintes, mais de toute façon son emploi est payé par l'État qui prélève impôts et taxes sur les entreprises... et sur les salariés, eux-mêmes rémunérés par... l'entreprise.

C'est la même chose en ce qui concerne le « politique » qui veut souvent nous faire croire qu'il crée des emplois, ce qui est totalement faux, il crée les conditions, bonnes ou mauvaises, mais ce sont les entreprises et elles seules qui créent l'emploi privé !

La culture, elle, suit ce même financement et on peut là encore affirmer qu'au final c'est l'entreprise qui est à l'origine de son financement.

J'ai minimisé le rôle de l'entreprise de services, non pas que son existence ne soit pas importante, mais elle est soit une externalisation d'un service qui, au départ, était intégré à l'entreprise industrielle, soit au service de la population et là elle rejoint le cycle précédent donc financé indirectement... par l'entreprise industrielle ou agricole.

Vous vous posez peut-être la question d'où je veux en venir, c'est un raisonnement simple que nos amis allemands ont compris et appliqué il y a bientôt vingt ans :

Il est facile de comprendre que, lorsqu'on surtaxe nos entreprises comme en France, elles disparaîtront inéluctablement – c'est d'ailleurs le cas depuis une vingtaine d'années puisque nous avons perdu la moitié de notre industrie, qui est passée à 11 % du PIB.

Malgré les incantations de notre ministre des finances Bruno Le Maire, la France continue, d'année en année, à détruire son industrie y compris pharmaceutique, ce qui a amené la situation de pénurie que nous venons de connaître.

L'Allemagne, elle, a vu son industrie augmenter pour atteindre 26 % de son PIB tout simplement en prenant deux mesures qui ont prouvé leur efficacité :

- Baisse drastique des taxes et impôts pour leurs entreprises !
- Assouplissement des contraintes sociales et administratives, principalement envers les PME !

De la même façon que « trop d'impôt tue l'impôt » (courbe de Laffer), trop de taxes tuent les taxes, tout simplement parce qu'elle tuent les entreprises, au point que la France, devant cette débâcle, a été obligée de s'endetter à outrance, occultant alors la possibilité de soutenir son économie pendant cette terrible pandémie.

Pour info l'Allemagne, en plus d'avoir géré la crise sanitaire nettement mieux que nous, a débloqué une aide aux PME de 50 Mds € alors que nous nous sommes limités à 7 Mds € (7 fois moins). En plus, elle vient de débloquer un chèque de 150 000 € pour chaque TPE/PME lorsque celle-ci a perdu 60 % de son chiffre d'affaires, tout en arrivant à limiter à terme son déficit à 75 % de son PIB alors que nous serons à plus de 120 % !

Il est donc grand temps de prendre ces mesures que je préconise depuis vingt ans : en divisant par deux les charges sur les entreprises, on en doublera le nombre (retour aux 22 % du PIB de l'an 2000), donc on conservera le même budget et, cerise sur le gâteau, on réduira drastiquement nos dépenses sociales (chômage, RSA et aides de tout genre) parce que le chômage aura pratiquement disparu !

Convaincu ?



Les deux plaies de la France

La France est sclérosée par deux plaies qui l'empêchent d'être elle-même c'est-à-dire une puissance européenne au niveau, voire supérieure à l'Allemagne, en voici les raisons :

- La procrastination, j'en ai déjà parlé lors d'un précédent article, c'est la « capacité » à remettre à plus tard ce que l'on devrait faire immédiatement et en politique cela fait plus de vingt ans que

chaque président au pouvoir remet au prochain élu le soin de prendre les mesures indispensables c'est-à-dire une réduction drastique de nos dépenses et une réforme des retraites toujours reportée.

- La seconde s'appelle **l'ultracréditarisme** : là encore un terme barbare mais qui est en pleine actualité, dont la définition est : « Art de parler avec assurance de ce que l'on ne connaît pas. »

Ce pourrait ne pas être catastrophique, si ce n'était pas autant médiatisé et rabâché jusqu'à ce qu'une mauvaise information devienne « une vérité ».

C'est une technique qui vise à imposer des « idées » et donc des remèdes contre-productifs, nous en avons la démonstration tous les jours sur les chaînes d'info avec le traitement de l'information sur le COVID-19 qui, principalement en France avec l'aide de nos gouvernants, nous « ballade » avec des masques qui dans un premier temps nous sont présentés comme « inefficaces » puis « dangereux » et en fin de compte, comme par magie, « indispensables ».

Combien de professionnels ou non se sont présentés comme « expert », tous avec leurs « certitudes » plus ou moins contradictoires et ceci depuis février !

En y rajoutant, dans la même absurdité, une gestion des tests calamiteuse, il ne faut pas s'étonner que la France fasse partie des plus mauvais élèves d'Europe et des très mauvais si on se compare à l'Allemagne qui, avec une population 27 % supérieure, compte quatre fois moins de contaminations et de décès.

Autre domaine au moins aussi tragique où les « experts auto-proclamés » nous assènent à longueur d'années des contre-vérités bien dénoncées par le philosophe et économiste Mathieu Bock-Coté quand il dénonce ce qu'il appelle « l'inversion du sens des mots » en parlant principalement du libéralisme.

Oui, il est consternant de constater que, selon leur définition du libéralisme économique, nos économistes actuels en font l'horreur absolue comme Thomas Piketty ou l'avenir de notre pays comme Jean-Marc Daniel !

Une majorité des Français, y compris dits de droite, biberonnés au gauchisme depuis leur tendre enfance et gavés d'égalitarisme, aura donc malheureusement pour notre avenir choisi le premier.

Cette prolifération « d'experts auto-proclamés », trop souvent en contradiction sur tous les sujets d'actualité, laisse le citoyen perplexe devant tant d'incertitudes lequel se veut, pourquoi pas, également à son tour expert.

Pour moi, le seul expert qui connaît la vérité et donc a le droit, voire le devoir, de la défendre est celui qui est dans le concret, au contact dans son domaine. Je le ferai dans mon domaine qui est la création, la gestion et le développement d'une PME pour laquelle je me suis engagé toute ma vie : je sais de quoi je parle car je l'ai vécu durant quarante ans, j'en connais tous les dysfonctionnements, toutes les dérives, toutes les irresponsabilités d'une administration hors sol qui n'est pas plus compétente dans la gestion d'entreprise qu'elle ne l'a été dans celle désastreuse du COVID-19 !

Vous comprendrez donc que c'est bien l'expertise de Jean-Marc Daniel que je partage.

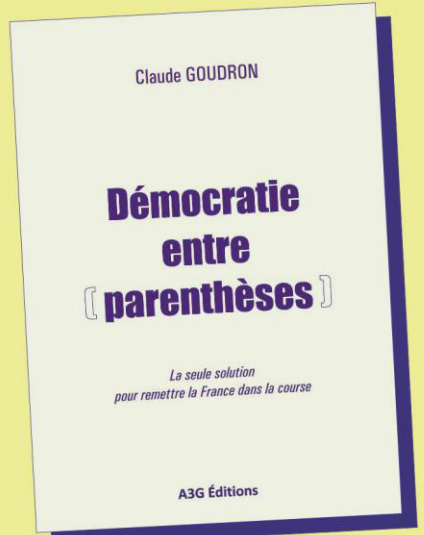


Claude GOUDRON, 30 novembre 2020.

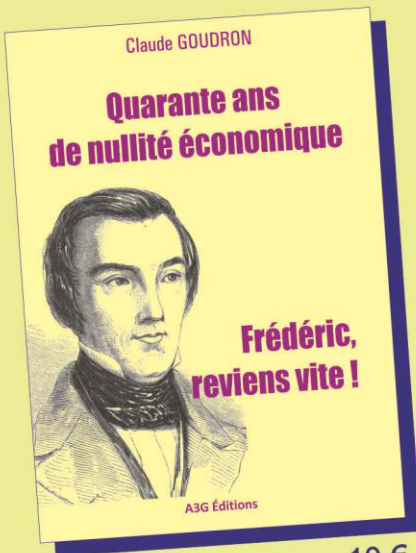
Contact cgoudron3g@gmail.com



17,50 €



9,90 €



10 €



20 €

Pour commander : a3geditions.fr